Extrait du Alger républicain
http://alger-republicain.com/Burkina-Faso-Compaore-balaye-le.html

Burkina Faso : Compaoré balayé, le Faso se relève

- Actualité politique internationale - Afrique - Burkina Fasso -

Date de mise en ligne : samedi 22 novembre 2014

Description :



DR" title="" />

Le Burkina Faso est entré fin octobre 2014 dans une nouvelle phase de son histoire. En moins d'une semaine des manifestations populaires massives ont chassé le dictateur Blaise Compaoré. L'homme exerçait un pouvoir sans partage à Ouagadougou depuis 27 ans, depuis le 15 octobre 1987 précisément, date du coup d'état qui coûta la vie de centaines de Burkinabès, dont le président Thomas Sankara, dont les corps n'ont jamais pu être identifiés.

.

Interview réalisée par Danièle Jeammet.

in Rouge midi

09.11.14

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Interview de Fidèle Toé, ancien ministre de Thomas Sankara

Le Burkina Faso est entré fin octobre 2014 dans une nouvelle phase de son histoire. En moins d'une semaine des manifestations populaires massives ont chassé le dictateur Blaise Compaoré. L'homme exerçait un pouvoir sans partage à Ouagadougou depuis 27 ans, depuis le 15 octobre 1987 précisément, date du coup d'état qui coûta la vie de centaines de Burkinabès, dont le président Thomas Sankara, dont les corps n'ont jamais pu être identifiés.



DR" title="" />

Il se murmurait à l'époque que la France n'était pas étrangère à ce coup qui débarrassait les puissances néocoloniales d'un adversaire déterminé, soutenu avec enthousiasme par son peuple. En tous cas, à l'heure du retour de bâton, ce 31 octobre 2014, quand Compaoré en fuite s'est senti menacé par l'insurrection, c'est bien un hélicoptère de l'armée française qui est venu l'exfiltrer vers la Côte d'Ivoire où un Alassane Ouattara particulièrement redevable lui a offert l'asile.

Il faut dire que Blaise Compaoré était considéré par la France comme un ami et apprécié en tant que tel comme « *médiateur* » en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Un avis loin d'être unanime : Louise Arbour, par exemple, quand elle était encore haute-commissaire aux droits de l'homme des Nations Unies, ne mâchait pas ses mots et n'hésitait à déclarer à l'International Herald Tribune : ***« M. Compaoré, qui a été militaire, meneur d'un coup d'État et parrain politique de Charles Taylor n'est pas l'homme le plus fiable pour prêcher la démocratie et le pouvoir civil*** ». Mais la France (Françafrique) a toujours défendu Blaise Compaoré malgré les crimes auxquels il était mêlé,

notamment la disparition du journaliste burkinabè Norbert Zongo dont l'enquête se rapprochait un peu trop du frère du dictateur, François, que les Ouagalais appelaient « *le petit président* » et qui s'est enfui en catastrophe au Bénin le 1er novembre 2014.

A Ouaga, alors que les portraits de Thomas Sankara avaient resurgi en nombre dans les manifestations qui ont chassé le dictateur, l'armée est désormais maîtresse du jeu et un calme vigilant s'est installé dans la population. Une « commission de la charte de la transition » a commencé, jeudi 6 novembre, à travailler aux contours d'un nouveau Burkina Faso. Elle comprend des représentants des partis d'opposition au président déchu et de la société civile, notamment « *Le balai citoyen* », un mouvement animé par des jeunes, très présent pendant l'insurrection, qui a fait de Thomas Sankara son icône.

La commission est composée de six membres : deux représentants de l'opposition, deux de la société civile, deux des chefs traditionnels et religieux. Le camp du président déchu n'a pas été invité aux travaux de la commission. Tous semblent rechercher une personnalité civile à même de conduire la transition en vue d'élections présidentielles et législatives dans un délai d'un an.

Pour en savoir un peu plus, nous avons joint par téléphone Fidèle Toé, inspecteur du travail à la retraite et ancien ministre du Président Sankara. Cet homme de 65 ans, qui vit à Ouaga après plusieurs années d'exil, connaissait Thomas Sankara depuis l'âge de 13 ans. Ils ont fréquenté ensemble le Lycée Ouezzin Coulibaly de Bobo-Dioulasso (la deuxième ville du pays) et sont devenus des amis - mieux des frères, précise-t-il.
Fidèle Toé était déjà le directeur de cabinet de Thomas Sankara en 1981, quand celui-ci a été brièvement nommé secrétaire d'Etat à l'information avant d'être placé en résidence surveillé pour avoir dénoncé la corruption puis en 1982, quand Sankara fut nommé Premier ministre. Pendant la révolution Sankariste, à partir de 1983, il sera ministre du Travail, de la Sécurité sociale et de la Fonction publique.

Aujourd'hui, il est un observateur actif et avisé d'une situation qu'il résume en quelques mots :
« *La situation on peut la résumer rapidement, Monsieur Compaoré s'est aperçu qu'il n'était pas possible de faire passer l'article 37 [1*], lui-même a été exfiltré, il est en Côte d'Ivoire en exil, l'armée a pris la direction des opérations mais tout le monde demande, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, que ce soit un civil qui conduise la transition. »

.

Rouge Midi : Vous avez une idée de qui ? Ici on parle de Zéphirin Diabré... [2]

Fidèle Toé : Zéphirin Diabré est le chef de file de l'opposition politique. Il est donc possible que ce soit lui comme il est possible que ce soit quelqu'un d'autre. Parce que ce qui peut se produire c'est qu'on nous dise que celui qui conduit la transition soit inéligible pour les prochaines élections ? venir, surtout au niveau des élections présidentielles. Donc les personnes responsables de la transition pourraient être des personnes qui ne seraient pas candidates. Or Zéphirin Diabré est chef de file de l'opposition et chef de file d'un parti politique, je pense qu'il ne gagnerait pas trop à être le responsable de la transition.

En revanche il peut pressentir, au niveau de son parti, un membre, un militant de son parti qui pourrait à la limite être nommé comme responsable de la transition.

Rouge Midi : Vous ne voyez pas de problème à ce que Zéphirin Diabré soit chef de l'opposition ? Vous vous sentez représenté par lui ? Il a été proche de Blaise Compaoré...

Copyright © Alger républicain

Fidèle Toé : Globalement, au niveau des partis politiques et de la société civile on est en train de chercher un civil. Le président actuel, le lieutenant-colonel Zida, affirme qu'il est ouvert à ce que ce soi un civil qui conduise la transition et je ne saurai récuser Zéphirin Diabré qui a pleinement bien joué son rôle de chef de file de l'opposition au cours des récents événements, en restant sans cesse ? l'écoute des autres partis composant l'opposition politique.

Rouge Midi : Quand Isaac Zida dit qu'il est ouvert à ce que ce soit un civil qui conduise la transition, vous lui faites confiance ?

Fidèle Toé : Moi je crois qu'il y est obligé. Ne croyez pas surtout qu'il est seulement coincé par l'extérieur, il est coincé aussi par l'intérieur. Parce que la foule de personnes, le million ou les centaines de milliers de personnes qui ont déferlé durant ces jours d'insurrection et de révolution à Ouagadougou ne veulent pas du tout qu'on confisque leur révolution. Ce ne sont pas les militaires qui se sont insurgés : il y a toute une population - jeunes, société civile, syndicats - et je ne crois pas qu'ils veuillent donner le fruit de cette insurrection à l'armée.

Rouge Midi : Justement, tous ces gens dont l'action a fait fuir Blaise Compaoré, est-ce que pour eux le départ du dictateur suffit ou est-ce qu' ? votre avis, ils ont des perspectives politiques plus précises ?

Fidèle Toé : Ils ont bien sûr des perspectives précises. Ils ne veulent pas des proches du régime Compaoré ou son parti le CDP (Congrès pour la Démocratie et le Progrès) ou ceux qui ont voulu l'aider à tripatouiller la constitution. De ceux-là , les jeunes ne veulent pas du tout, du tout, vraiment pas ! Il ne s'agit pas d'un rejet pur et simple de Compaoré, en tant que dictateur ou tyran depuis 27 ans, ils rejettent aussi tous ceux qui l'ont accompagné pendant ces longues années, parce que nous sommes quand même à la fin de son mandat et même si il a triché ça et là , 2015 c'était son terminus. Et tous ceux qui auraient voulu que 2015 ne soit pas son terminus ne sont pas en mesure de conduire la transition ou même d'y participer.



DR" title="" />

Rouge Midi : Le 11 octobre dernier, trois partis sankaristes ont décidé de fonder ensemble le Front progressiste sankariste (FPS). Que pensez-vous de ce regroupement et quelle est son influence aujourd'hui ?

Fidèle Toé : Le Front Sankariste et les sankaristes en général ont une grande influence. Toute sa vie, Blaise Compaoré a craint les sankaristes à telle enseigne qu'il a tout fait pour qu'ils se divisent au maximum. Vous êtes en France, rappelez-vous que le général De Gaulle a dit qu'il aimait tellement l'Allemagne qu'il en voudrait même souhaitait plusieurs : il y avait deux Allemagne, il en aurait voulu trois ou cinq ! De la même manière, Compaoré a voulu diviser les sankaristes, parce qu'il sentait que si jamais les sankaristes arrivaient à s'unir ils seraient une force. Et l'union des sankaristes à travers le Front sankariste progressiste apparait comme une force énorme. Il y a d'autres forces organisées et nous pensons que, si ces forces se rejoignent, se donnent la main, elles sont capables de diriger le Burkina Faso. Du reste, vous le voyez, la jeunesse et plus généralement la société civile ne fait référence qu'à Thomas Sankara. Des mouvements comme le forum social mondial ou le forum social africain et d'autres pensent déjà que le Président Sankara avait déjà tracé la voie pour le développement en Afrique et plus particulièrement au Burkina Faso.

Rouge Midi : Le mouvement appelé « Balai Citoyen » a mis sur son site une illustration qui dit « l'esprit de Sankara plane sur le Burkina Faso ». C'est votre avis ?

Fidèle Toé : Comme dans Hamlet, la grande tragédie de Shakespeare, on dit qu'un fantôme plane sur le royaume de Danemark, je dirais que le fantôme de Thomas Sankara plane toujours sur le Burkina Faso. L'esprit de Sankara est là , on n'a pas pu l'effacer. Ce fantôme a toujours hanté Blaise Compaoré. Les jeunes auxquels vous faites allusion, il faut que vous sachiez que ce sont des jeunes qui ont appartenu au mouvement des « *pionniers* », qui a été créé sous la révolution. Ce sont des jeunes qui ont vécu avec des slogans révolutionnaires, des slogans d'honnêteté, qui disent **« *il faut vivre en révolutionnaire, vaincre en révolutionnaire, mourir en révolutionnaire*** » et de cette dignité-là , le Balai Citoyen en a fait montre jusqu'au bout.

Rouge Midi : Avez-vous vraiment l'espoir que, dans un délai relativement court, l'esprit de Sankara (et pas seulement son esprit), puisse régner de nouveau au Burkina Faso ?

Fidèle Toé : Oui, on dit l'esprit parce que quand la personne n'est plus là on parle de son esprit sinon il y a eu des mesures concrètes qui ont été réalisées et les jeunes au cours de ces glorieuses journées d'octobre 2014 ont souhaité qu'on revienne à ce genre de mesures très concrètes. Nous savons que forcément, un jour ou l'autre, en Afrique et au Burkina Faso particulièrement ce sont ce genre de décisions qui s'imposeront.

Maintenant la communauté internationale nous presse, nous dit : « dans 15 jours maximum ». Je ne crois pas que ce soit la méthode la plus sûre pour qu'on aboutisse à un résultat. Quand vous dites « dans 15 jours », c'est un ultimatum qu'on nous adresse. Pendant 27 ans, personne n'a songé à dire à Blaise Compaoré : « assez ! On en a assez, on vous donne 10 jours, 15 jours, 10 ans même, et vous ne recommencez plus ! ». Et tout d'un coup, une révolution a lieu et on pose à cette révolution un ultimatum. Parce qu'il faut savoir que l'ultimatum n'est pas seulement destiné à l'armée, il est lancé à tout le monde - à la société civile et aussi aux partis politiques de l'opposition. Je trouve qu'il y a quand même une inégalité de traitement, de jugement. Je pense que loin de tout ça, le peuple burkinabè va trouver sa solution. Il ne faut pas le presser, on ne peut pas nous presser d'accoucher de quelque chose de bon, hic et nunc. Ce serait quelque chose de précoce et peut-être quelque chose qui ne serait pas viable.

Copyright © Alger républicain

Rouge Midi : Vous voulez que le Burkina Faso se donne du temps pour la transition ?

Fidèle Toé : Non, le temps peut être bref mais il ne faut pas nous imposer un ultimatum parce que ce monde-là qui a surgi doit pouvoir se retrouver et, pour ceux qui ont failli ou qui ont été trop tardifs, faire leur mea culpa. C'est à nous de trouver notre voie. Ce n'est pas à l'extérieur de nous dire : c'est comme ci ou c'est comme ça. Quand Blaise Compaoré prenait certaines décisions, on n'a pas vu l'Union Africaine, au contraire ! Madame la présidente de l'Union Africaine a été des plus pitoyables. C'est une femme qui a tenté de justifier les modifications de constitution entreprises ça et là en Afrique. A son avis, on ne saurait faire péter un système politique qui marche. Elle est allée jusqu'à prendre l'exemple de l'Allemagne où Madame Angela Merkel est là depuis longtemps. Comparaison n'est pas raison. Elle oublie de dire que nous ne sommes pas dans le même système, qu'il y a un président en Allemagne et qu'il y a également un chancelier et que là -bas nous sommes dans un régime de démocratie parlementaire. Ces représentants d'institutions panafricaines ou internationales ne savent pas ce que les Burkinabè ont enduré durant des décennies, et on nous dit qu'il faut faire vite...



DR" title="" />

Rouge Midi : Vous faites référence à l'Union Africaine mais à la France aussi je suppose, qui a formulé les mêmes exigences ?

Fidèle Toé : Oui la France aussi... Monsieur Hollande, un peu de respect pour les Burkinabè : vous aussi vous avez eu des processus révolutionnaires chez vous. Je pense qu'au temps de la révolution, il y a eu des armées blanches, il y a eu des combats contre les armées blanches, le roi, on l'a pas exfiltré comme ça pour l'amener ailleurs... Vous connaissiez notre dictateur de longue date, vous l'avez soutenu jusqu'au moment où il aurait dû répondre de ses actes. Et là vous dites non, on va l'exfiltrer et l'envoyer ailleurs sinon il va peut-être faire un bain de sang... Mais, vous le connaissiez, il a toujours été un sanguinaire et pourtant, depuis longtemps vous le fréquentiez assidûment !

Moi, je crois que la France a été pitoyable dans cette affaire. Nous, nous voulons la justice pour Thomas Sankara qui est mort assassiné sur ordre de Monsieur Compaoré et dont on ne connaît pas la sépulture exacte. Des centaines de Burkinabè sont morts dont on ne connait pas la sépulture exacte. Et on ne veut pas qu'on demande des comptes à Compaoré !

Copyright © Alger républicain

Rouge Midi : Ne craignez-vous pas que la France intervienne de nouveau ?

Fidèle Toé : Elle veut nous imposer que la transition soit confiée au président de l'assemblée nationale, lequel président s'est enfui, on ne sait pas où et dans quelles conditions. Et c'est cette personne qui devrait revenir sous prétexte que la constitution ne serait pas dissoute... Quand on dit qu'on veut que ce soit le conseil constitutionnel qui déclare la vacance du pouvoir et qu'en même temps on veut trouver dans le président du conseil constitutionnel le prochain leader de la transition, ce sont les hommes de Compaoré qu'on veut nous remettre ? la tête de la transition, et alors là , la couleuvre est un peu grosse à avaler.

Rouge Midi : Et les élections que la France réclame ?

Fidèle Toé : Je crois que les Burkinabè sont demandeurs d'un processus électoral correct. Nous le disons depuis toujours, Compaoré était un tricheur. Il s'est toujours moqué de son peuple avec la complicité de la communauté internationale. Aujourd'hui on a la possibilité d'aller vers des élections vraiment transparentes, claires. Nous, en tant que sankaristes, nous avons toujours dit, s'il y a des élections, et qu'on veut aller vite, on connaît des méthodes où les élections sont transparentes, rapides et sans tricheries dans les décomptes. Le jour de l'élection, les électeurs s'alignent derrière le candidat de leur choix. C'est très faisable dans les villages et là , en moins de trois heures, on a les résultats et on gagne du temps, un gain de temps que la population emploiera pour d'autres travaux. On n'a pas besoin de cacher son opinion à travers un scrutin secret. Le scrutin secret, c'est un scrutin où justement les gens qui ont de l'argent, les gens qui ont des terrains à vous donner, les gens qui veulent vous corrompre, exultent, car c'est l'occasion rêvée d'acheter des électeurs. La longévité de Monsieur Compaoré s'explique aisément par le recours à l'argent pour acheter les consciences et corrompre les électeurs, A mon humble avis, je pense que nous gagnons à reprendre l'expérience de la démocratie directe.

Rouge Midi : Vous voulez dire que le bulletin secret est utilisé pour acheter des voix ?

Fidèle Toé : Justement le secret c'est fait pour réaliser souvent sous nos tropiques ce type de forfait. Les campagnes électorales tournent souvent au burlesque. Il arrive qu'un individu ramasse cent pièces d'identité de personnes en âge de voter et vienne négocier directement avec un candidat à une élection municipale ou législative. L'individu propose son prix et se porte garant qu'une fois dans l'isoloir les personnes titulaires de ces documents auront le comportement souhaité. Pour ma part, j'ai la faiblesse de penser que dans une démocratie le citoyen ne doit pas cacher ses opinions. Si on est dans un régime de liberté, chacun peut exprimer sa liberté face à des candidats qui le sollicitent.

Rouge Midi : Certains prétendent que Gilbert Diendéré [3], l'ancien chef d'état-major particulier de Compaoré, l'homme de l'ombre depuis plus d'un quart de siècle et la mémoire du régime déchu, se trouve toujours au Burkina Faso. Est-ce qu'on doit le craindre ?

Fidèle Toé : Gilbert Diendéré au Burkina Faso ? Beaucoup de gens l'ont vu, je ne l'ai pas vu mais beaucoup de personnes crédibles l'ont vu. ... Ce n'est pas que j'ai peur mais cela veut dire aussi qu'il a quelque chose derrière la tête. Gilbert Diendéré fait partie de ceux qui connaissent les secrets du 15 octobre 1987 et bien d'autres secrets de la dictature de Compaoré ou des centaines d'assassinats dont je parlais tout à l'heure et dont Compaoré et lui devraient répondre. Donc si Gilbert Diendéré est là j'espère qu'un jour la justice lui demandera de répondre de ses crimes sans que la communauté internationale ne s'y oppose sous prétexte de réconciliation nationale ou ceci ou cela. Je crois que Gilbert Diendéré est là mais on ne sait pas sur quoi il se repose pour parader ça et là parce qu'il me semble qu'il devrait plutôt se faire tout petit et se cacher quelque part aujourd'hui.

Rouge Midi : Si vous n'avez rien à ajouter...

Copyright © Alger républicain

Fidèle Toé : Je n'ai rien à ajouter sauf que je souhaite qu'on laisse mon pays en paix et qu'on lui laisse la tranquillité nécessaire pour qu'il se donne un peu de temps (même si ce sera finalement plus bref qu'on ne le pense) pour qu'il trouve lui-même la solution. Apparemment, le lieutenant- colonel Zida est prêt à passer la main aux civils mais si on ne trouve pas le civil tout de suite, qu'on ne se mette pas à nous dire, de l'extérieur, voilà le civil qu'il vous faut, parce que ces civils là sont vraiment disqualifiés depuis longtemps.

Je souhaite que vous aussi vous fassiez comprendre le sens de notre lutte. Moi je suis vieux, j'ai 65 ans, c'est l'âge qu'aurait eu le président Sankara. Ce sont des jeunes qui se sont levés aujourd'hui et qui ont lavé l'affront du 15 octobre 1987. Ils ont montré qu'eux aussi en avaient marre des magouilles, des tricheries, de la ruse pour rester au pouvoir le plus longtemps possible, ce dont la communauté internationale semblait s'accommoder aisément.

Ces gens que cela n'empêchait pas de dormir, maintenant que nos jeunes ont effectué une révolution, un processus révolutionnaire important, au lieu de les encourager ils leur disent : non, si vous ne faite pas ça on va couper ceci ou cela. C'est un chantage vil et misérable de la part des chefs d'Etat, ceux qu'on appelle les grands de ce monde ou la communauté internationale.

Interview réalisée par Danièle Jeammet.

in Rouge midi

09.11.14

---

[1] il s'agit de l'article 37 de la Constitution du Burkina Faso qui limitait à deux le nombre de mandats présidentiels et que Compaoré voulait modifier pour rester au pouvoir

[2] Ancien directeur général adjoint du Programme des Nations unies pour le développement(PNUD), Zéphirin Diabré rejoint le groupe AREVA en février 2006 pour y occuper les fonctions de « Chairman, Afrique et Moyen-Orient » et Conseiller pour les affaires internationales auprès de la présidente, Anne Lauvergeon. Il préside aussi un groupe de réflexion sur les matières premières au sein du Medef. Député à l'Assemblée nationale, il siège au gouvernement sous Compaoré comme ministre du commerce, de l'industrie et des mines, ministre de l'économie, des finances et du plan et préside le Conseil économique et social du Burkina Faso. Organisateur d'un « forum sur l'alternance au Burkina Faso » à Ouagadougou en mai 2009, Zéphirin Diabré préside depuis mars 2010, l'Union pour le progrès et le changement (UPC), un parti politique d'opposition qui milite pour l'alternance démocratique au Burkina Faso. Il a quitté le groupe Areva au mois d'octobre 2011 pour s'installer comme consultant international dans le domaine du financement minier.

[3] Ce soldat redoutable, chef de l'armée et des services secrets sous Compaoré négociait avec les mouvements terroristes pour la libération des otages occidentaux au Sahel, il est également apparu comme négociateur au Mali. Pour en savoir plus : http://www.jeuneafrique.com/Article...